

Le Sahel central : un effondrement inéluctable !

Jean-Marc GRAVELLINI

➔ JEAN-MARC GRAVELLINI, Senior fellow Ferdi, responsable de la Chaire « Politiques de modernisation agricole en Afrique » et ancien responsable du secrétariat de l'Alliance Sahel

Le contexte général au Mali, au Burkina Faso et au Niger est caractérisé par l'empilement d'une multitude de crises aux temporalités différentes qui se croisent et créent aujourd'hui un environnement propice à un embrasement généralisé.

De manière quasi-structurelle, il faut malheureusement déplorer dans ces pays l'échec des politiques publiques sociales comme économiques. Quelques indicateurs le montrent indéniablement. Le rapport 2021-2022 de l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement¹ révèle que le Niger est classé 189^e sur 191 pays, alors que le Mali se positionne à la 186^e place et le Burkina Faso à la 184^e.



1. Rapport du PNUD : « Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation », rapport sur le développement humain 2021/2022.

•••/••• Le niveau d'extrême pauvreté au Niger devrait s'élever à 44,1 % en 2023. Ce taux est en progression significative et touche 12 millions de personnes, soit 700 000 personnes de plus par rapport à l'année précédente.

Au Mali, ce taux s'est très récemment accéléré passant de 15,9 % en 2021 à 19,1 % en 2022, conséquence de la très faible croissance économique. Le Burkina Faso enregistre en 2022 un taux record d'extrême pauvreté de 14,1 % (soit 7 millions de personnes) jamais enregistré dans ce pays au cours des dix dernières années¹. Au Mali, les zones rurales du Sud à forte densité démographique concentrent 90 % de la pauvreté du pays, malgré le potentiel des régions céréalières et cotonnières ou encore du bassin du fleuve Niger. Il faut l'admettre humblement, depuis de très nombreuses années, les politiques publiques n'ont pas été à la hauteur des enjeux, et surtout, elles n'ont pas été suffisamment appropriées et défendues par les responsables politiques, les administrations, mais aussi par les acteurs économiques et la société civile – toutes et tous, au fond, peu préoccupés par le souci de la performance et du bien public. Dans le même temps, l'aide publique au développement s'est enfermée dans ces pays dans une complexité architecturale peu compatible avec les besoins élémentaires des populations.

Parallèlement, la problématique pourtant essentielle de la maîtrise de la croissance démographique a été délaissée pour des raisons essentiellement idéologiques au sein des pays sahéliens, mais aussi parmi les bailleurs de fonds. Ni les conceptions traditionnelles, ni celles issues de l'Islam n'ont admis la nécessité d'évolutions significatives dans ce domaine. Le résultat de cette inaction a conduit la population malienne à presque tripler en 35 ans, passant de 7,7 millions en 1987 à plus de 22,7 millions en 2022. Encore plus alarmant, au Niger, sur la même période, la population a été multipliée par 3,5, passant de 7,5 à 26,2 millions. Même le Burkina a vu sa popula-

tion multipliée par 2,7 dans le même intervalle de temps (22,7 millions en 2022 contre 8,4 millions en 1987)². On table sur 43,4 millions de Burkinabès, 46,9 millions de Maliens et 66,1 millions de Nigériens en 2050³. Il faut souligner ici le courage du président nigérien Bazoum qui, en janvier 2023, a pointé du doigt une croissance démographique débridée qui constituait, selon lui, le moteur de la pauvreté et l'un des grands handicaps pour l'amélioration de la gouvernance.

La crise climatique impacte déjà et impactera encore plus fortement ces pays sahéliens. Si les prévisions se réalisent, l'augmentation de la température sera 1,5 fois supérieure à celle qu'on enregistrera ailleurs dans le monde. Ainsi, l'indicateur de vulnérabilité physique au changement climatique (*PVCCI*) calculé par la FERDI⁴ montre que les pays sahéliens y sont très exposés : le Niger se classe 6^e, la Mauritanie 8^e, le Tchad 14^e, le Mali 18^e, et le Burkina Faso 31^e. On constate déjà une baisse des rendements agricoles d'environ 20 % tous les dix ans. Selon la Banque mondiale, en l'absence de politique d'adaptation, le PIB annuel des pays du G5 Sahel pourrait diminuer de 7 à 12 % d'ici 2050 et 13,5 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans l'extrême pauvreté⁵.

La région est également traversée par des crises socio-politiques d'envergure, certes endémiques, mais aggravées plus récemment par la contestation virulente des pouvoirs centraux, et plus généralement des élites, par des forces périphériques. De façon structurelle, les rivalités et conflits ethniques sont ancestraux au Sahel et les tensions ressurgissent à la première occa-

1. Sources : la Banque mondiale au Niger, au Mali et au Burkina Faso.

2. Sources : Perspective Monde – École de politique appliquée. Université de Sherbrooke, Québec, Canada ; La Vie & Le Monde – Afrique (2023) « Atlas des Afriques - Edition 2023 », *Le Monde*, hors-série vol. 42.

3. Sources : IRIS & DGRIS – Observatoire Défense Climat ; Institut National d'Études Démographiques (Ined).

4. Feindouno S. (2023) « En quoi les pays africains sont-ils structurellement vulnérables au changement climatique ? », *Revue d'économie du développement* 2022/4, vol. 32.

5. Source : Banque mondiale (2022) « Pour un avenir vert au Sahel : Politiques d'adaptation au changement climatique et d'investissements » ; Rapport et infographies : « Région du G5 Sahel : Rapport national sur le Climat et le Développement, juin 2022.

sion. Les populations sédentaires et agricoles s'opposent de manière souvent violente aux populations d'éleveurs nomades. Le pouvoir mossi, au Burkina, a toujours été décrié jusqu'à une relative forme de mise à l'écart avec la prise de pouvoir par le capitaine Ibrahim Traoré. Les populations Peuhls ou Touaregs, présentes sur plusieurs territoires, parfois irrédentistes, souvent glorifiées d'une puissance économique et militaire passée, sont la cible de pouvoirs centraux sur la défensive, voire revanchards, au Mali. Ainsi, l'accord d'Alger pour la paix et la réconciliation au Mali a fini par voler en éclats du fait d'un contentieux profond. Les militaires et les civils aux commandes aujourd'hui à Bamako ont toujours été farouchement opposés à toute forme de décentralisation dans les régions du Nord, pourtant prévue dans l'accord. Ils tentent par conséquent de reprendre la main sur les régions de l'Azawad à travers le projet de nouvelle constitution, mais également des initiatives militaires soutenues par les miliciens de Wagner, quitte à se froisser avec leurs voisins algériens.

À toutes ces tensions historiques s'ajoutent dorénavant, au Sahel comme ailleurs dans le monde, l'expression des populations périphériques et le ressentiment d'une jeunesse qui s'émancipent brutalement de l'autorité des anciens, d'abord sur les réseaux sociaux puis dans les rues. Au Sahel central, ces populations, sans la perspective d'un avenir meilleur, en arrivent à soutenir des coalitions baroques de religieux fondamentalistes, d'intellectuels qui redécouvrent, soixante ans plus tard, le panafricanisme, et de militaires qui défendent souvent leur rente et alignent rapidement leurs pratiques sur les régimes autocratiques comme le pouvoir mafieux russe.

Dans le domaine des religions, et plus particulièrement au sein de l'islam, les oppositions qui sont apparues de manière feutrée, il y a quelques dizaines d'années, prennent aujourd'hui les allures d'une confrontation politique et préfigurent d'autres foyers de tensions et de crises. En effet, les tentatives d'influence d'un islam radical, tra-

ditionnel et d'inspiration wahhabite sur les pays africains en général et sur les pays sahéliens en particulier apparaissent de manière évidente. On a déjà observé dans le passé toute une dynamique d'implantation de ces réseaux à travers des mosquées, l'enseignement des écoles coraniques, et le rapprochement avec certains leaders religieux. Depuis quelques temps, cette pénétration est beaucoup plus politique. On en a perçu les prémices au Burkina Faso avec le soutien indéfectible des organisations islamiques les plus rigoristes au capitaine Traoré. Ces mouvements, tout en se démarquant des organisations terroristes, s'opposent ouvertement à un islam sunnite tolérant d'inspiration soufie – qui est la tradition dans ces pays sahéliens, y compris au Sénégal avec ses confréries mourides et tidjanes.

Au Sénégal justement, l'opposant radical Ousmane Sonko et son parti, enclins à soutenir les thèses les plus rigoristes de l'islam, ont manifestement bénéficié de financements en provenance de certains émirats. Au pays de la Teranga, l'enjeu est également économique, au moment où le pays s'apprête à exploiter son gaz. On retrouve d'ailleurs l'empreinte du Qatar dans d'autres pays africains, prochainement grands producteurs d'hydrocarbures, comme l'Ouganda ou la République démocratique du Congo (RDC).

Le Sahel n'échappe pas par ailleurs à la crise migratoire. Même si les ressortissants sahéliens migrent essentiellement dans leur espace régional (à l'exception des Maliens) et vers l'Afrique du Nord, les flux migratoires en provenance du Sahel sont intenses – près de 8 millions de personnes, dont 7 millions au sein du Sahel. Les pays de la région sont aussi une voie de transit fortement empruntée par une multitude de nationalités originaires des pays de l'Afrique de l'Ouest et centrale, qui représentent une part notable des clandestins interceptés aux frontières maritimes de l'Union européenne.

Selon Clément Lobez, contributeur de l'Observatoire Pharos pour l'IRIS: « La plupart des nationalités voyageant au Sahel se trouvent en situation

irrégulière, facilitant leur recrutement par des réseaux criminels spécialisés dans le trafic illicite de migrants ou la traite humaine. [...] L'émergence progressive d'un espace sahélo-maghrébin commun, phénomène échappant partiellement aux États centraux, pourrait représenter un facteur de déstabilisation (autant au sein des sociétés qu'entre les États) au niveau régional. »⁶

Les crises dans les pays voisins, notamment au Maghreb, ont compliqué considérablement la situation des pays sahéliens. La guerre en Algérie, dans les années 2000, a eu pour conséquence l'arrivée des terroristes du Groupe islamique armé (GIA) qui ont trouvé un refuge complaisant au nord du Mali. Outre l'implantation durable au Sahel de groupes terroristes, la circulation consécutive d'importants stocks d'armes et un prosélytisme agressif, cette nouvelle donne socio-militaro-politique a permis le développement de zones de non-droit propices à tous les trafics. Il faut aussi citer la crise en Libye et ses conséquences dans toute la région, avec le retour en 2012 dans le nord du Mali, de centaines de Touaregs pour la plupart issus des armées de Kadhafi, comme l'officier Nadjim Mohamed.

*
**

Enfin, la conséquence de cet empilement de crises est évidemment une situation sécuritaire délétère. Au Mali, comme au Burkina Faso, au moins 60 % du territoire ne sont plus contrôlés par l'État central.

Dès lors, « des groupes armés islamistes attaquent brutalement les civils et contribuent à alimenter une urgence humanitaire de grande ampleur », selon Ilaria Allegrozzi, chercheuse sur le Sahel au sein de l'ONG Human Rights Watch (HRW)⁷.

6. Lobez C. (2023) « Objectivation des flux migratoires en provenance du sahel vers l'Europe », Note d'analyse réalisée dans le cadre de L'OBSERVATOIRE SAHEL N°2021-01 pour le compte de la DGRIS, mars 2023.

7. Citée dans : Human Rights Watch – HRW (2023) « Mali : Les groupes armés islamistes multiplient les meurtres et les viols ». En ligne : <https://www.hrw.org/fr/news/2023/07/13/mali-les->

D'autres organisations indépendantes font régulièrement état de la forte augmentation, depuis 2022, de la violence contre les civils (arrestations, exécutions, tortures) par les djihadistes, mais aussi par les forces armées nationales telles que le groupe Wagner au Mali (1600 mercenaires russes en mai 2023) et les groupes d'autodéfense pro-gouvernementaux – Dana Ambassagou au Mali et volontaires pour la défense de la patrie, au Burkina Faso (sources : HRW, Le Monde, Le Grand Continent, Libération). Selon l'ONG ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project), il y avait jusqu'en 2021 environ 200 à 250 civils tués par an par les groupes djihadistes au Mali, contre près de 1300 en 2022. Dans ce pays, faute d'aviation et d'ancrage territorial dans les zones les plus difficiles (les trois frontières), les mercenaires russes se révèlent incapables, depuis janvier 2022, de contenir la violence de l'État islamique et du JNIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans)⁸. En revanche, autour de Ségou et Mopti, selon le journaliste Wassim Nasr : « les atrocités commises par le groupe Wagner à l'encontre des civils a fourni au JNIM un puissant outil de recrutement ». Entre janvier 2022 et juillet 2023, toujours selon ACLED, 152 attaques impliquant Wagner aux côtés des forces armées maliennes ont visé des civils, parmi lesquelles on déplore près de 1000 morts.

Toujours au Mali, le septentrion est à nouveau en situation de guerre civile du fait de la multiplication des tensions entre la junte et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) à dominante Touareg (cf. supra).

*
**

Ce contexte est évidemment un terreau fertile pour des puissances étrangères qui s'implantent aujourd'hui au Sahel et tentent d'influencer ces

groupes-armes-islamistes-multiplient-les-meurtres-et-les-viols.
8. Il s'agit d'une forme de violence portée par une multitude de petits groupes locaux qui n'ont pas forcément de liens entre eux et qui forment une constellation du terrorisme en utilisant la propagande efficace de l'EI, afin de mieux s'enrichir en contrôlant les multiples trafics que l'abandon historique de l'État dans une partie importante du Sahel (en particulier au Mali) a permis.

pays pour en tirer des avantages diplomatiques (votes aux Nations unies, par exemple), économiques (exploitation des importantes ressources minières et d'hydrocarbure) ou encore pour entretenir une opposition civilisationnelle entre un Occident démocratique et libéral et un bloc multiforme autocratique, conservateur, voire rigoriste, tant sur le plan religieux que sociétal.

En tout état de cause, au Mali, au Burkina Faso et au Niger, le rejet de l'Occident par les militaires en place, une frange de la jeunesse et certains intellectuels est patent, ainsi qu'un alignement de la pratique politique et sécuritaire sur celle des régimes autoritaires.

La contestation du modèle occidental y est devenue épidermique. Ce rejet de la démocratie est, d'une part, le reflet d'une fascination pour les régimes forts (qui a d'ailleurs conduit au dévoiement des tentatives de vie démocratique dans certains pays africains où la vénération de l'homme fort est restée prégnante). D'autre part, c'est aussi l'expression d'un certain nombre de valeurs libérales comme la défense des droits, notamment des femmes, mais aussi de certaines minorités. C'est finalement la remise en cause des valeurs de l'Occident, parfois maladroit dans sa propension à agir à la place, qui s'exprime notamment au travers le rejet le plus visible de la France.

*
**

Pour conclure, quelles sont les évolutions probables ? Quelles réponses ?

Un embrasement généralisé du Sahel central est plus que probable avec, par exemple, des affrontements entre pouvoirs centraux et Peuls et Touaregs au Mali, avec les Touaregs au Niger, avec les Peuls au Burkina, entre les différentes obédiences de l'islam, avec et entre les groupes armés terroristes. S'ajoutera à cela l'intervention armée, selon les intérêts économiques et/ou diplomatiques, de pays comme la Russie, qui contestent le modèle libéral et démocratique occidental et font du Sahel un nouveau champ de confrontation idéologique.

Le Sahel central concentre malheureusement tous les risques d'affrontements locaux, régionaux et même internationaux qui pèsent sur le monde depuis le début du siècle. Et l'on voit mal, aujourd'hui, comment il pourrait s'extraire de cet effondrement plus ou moins lent, dangereux pour l'Afrique et peut-être même le monde au regard des futurs déséquilibres démographiques.

Face à de telles perspectives, les voisins du Sahel central doivent se préserver du risque de la contagion régionale.

Cette stratégie de protection doit être impérativement définie et mise en œuvre par les pays concernés eux-mêmes (et idéalement leurs organisations régionales). Leur gouvernement devrait de ce point de vue exprimer une position claire et l'assumer devant l'opinion publique, comme l'ont d'ailleurs fait récemment les présidents du Nigeria ou de la Côte d'Ivoire.

Dans cette logique, les soutiens extérieurs devraient venir, le cas échéant, exclusivement en appui des stratégies régionales et nationales définies et mises en œuvre par les autorités locales. En tout état de cause, les partenaires alliés devraient renoncer définitivement à s'y substituer.

Dans le même temps, il faut agir en faveur de la préservation et de l'amélioration continue en Afrique d'un modèle sociétal et culturel reposant sur des valeurs universelles fortes comme le respect des idées, des croyances et des droits humains.

Il est urgent d'agir dans ce sens car, selon l'universitaire et écrivain El Hadj Souleymane Gassama, « l'axe panafricain et russophile a certainement pour ambition de poursuivre la déstabilisation dans les pays qui disposent d'institutions, certes perfectibles mais viables, et d'un potentiel économique avéré ». Plus que jamais, la démocratie doit y être encouragée face aux avancées des dérives populistes qui se transforment au fil du temps en dictatures militaires ou en régimes inspirés par des pratiques religieuses fondamentalistes.

▶ Références

Publications

- **Conceição P.** (dir.) (2022) « Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation », Rapport sur le développement humain 2021/2022, PNUD.
La Vie & Le Monde – Afrique (2023) « Atlas des Afriques - Édition 2023 », *Le Monde*, hors-série vol. 42.
- **Feindouno S.** (2023) « En quoi les pays africains sont-ils structurellement vulnérables au changement climatique ? », *Revue d'économie du développement* 2022/4, vol. 32.
- **Lobez C.** (2023) « Objectivation des flux migratoires en provenance du sahel vers l'Europe », Note d'analyse réalisée dans le cadre de L'Observatoire Sahel n°2021-01 pour le compte de la DGRIS, mars 2023. En ligne : https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2023/04/Note-9-Obs-Sahel_Version-web.pdf
- **World Bank Group** (2022) « Région du G5 Sahel: Rapport National sur le Climat et le Développement », CCDR Series. En ligne : <http://hdl.handle.net/10986/37620> License: CC BY 3.0 IGO.
- **World Bank Group** (2022) « Pour un avenir vert au Sahel : Politiques d'adaptation au changement climatique et d'investissements », webinaire du 8 novembre 2022.

Sites web

- **Banque mondiale – Niger** : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/niger>
- **Banque mondiale – Mali** : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/mali>
- **Banque mondiale – Burkina Faso** : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso>
- **Institut National d'Études Démographiques (Ined)** : <https://www.ined.fr/>
- **Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) & Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) – Observatoire Défense & Climat** : <https://defenseclimat.fr/observatoire/>
- **Perspective Monde** – École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, Québec, Canada : <https://perspective.usherbrooke.ca/>



Créée en 2003, la **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.



Contact

www.ferdi.fr

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 43 97 64 60

n° ISSN : 2275-5055

Directeur de la publication : Patrick Guillaumont

